

Table ronde

Quel profit la Suisse tire-t-elle de la mondialisation ?

L'économie internationale se caractérise par une mondialisation croissante. Quel profit un petit Etat « indépendant » comme la Suisse peut-il tirer de cette tendance ? Le Bulletin a posé la question à des personnalités politiques, économiques et scientifiques en Suisse et à Singapour.

Interview : Daniel Huber

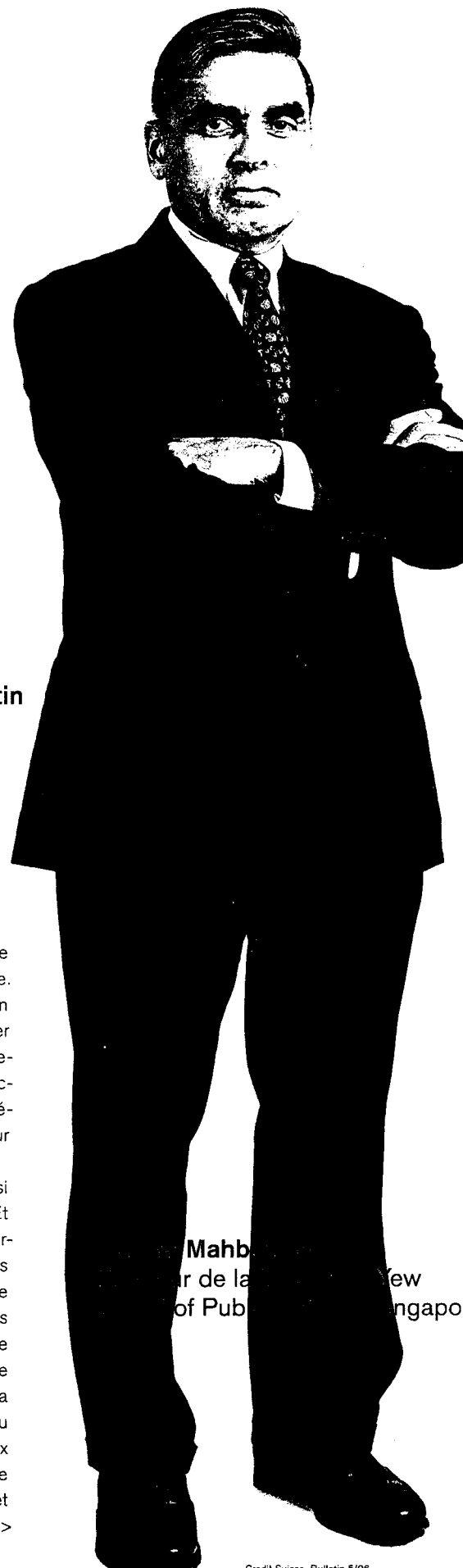
Bulletin : Les lois sont nationales mais l'économie est internationale. La politique est-elle toujours plus impuissante face à l'économie ?

Doris Leuthard : Les gouvernements nationaux continuent à jouer un rôle essentiel. Je pense par exemple au social ou à l'éducation, domaines dans lesquels l'Etat demeure le principal prestataire. Mais il est incontestable que l'intensification de la concurrence internationale tend à pénaliser plus rapidement et plus durement toute mauvaise décision politique. Par ailleurs, les accords internationaux entre les pays ont pris de l'importance.

Ulrich Körner : Les entreprises ont autant besoin d'un gouvernement efficace que celui-ci a besoin d'entreprises florissantes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les grandes sociétés internationales soient implantées dans des pays bénéficiant d'une grande stabilité politique et juridique, de bonnes infrastructures et de systèmes éducatif, social et de santé performants.

Hubert Keiber : La politique définit le cadre à l'intérieur duquel doit évoluer l'économie. Heureusement, nous avons en Suisse un système politique stable, capable de générer des décisions sensées et durables, soutenues par le plus grand nombre et respectueuses des intérêts de tous. Cela représente à long terme un avantage certain pour l'ensemble des parties impliquées.

Kishore Mahbubani : La politique est aussi ancienne que les montagnes suisses. Et elle existera aussi longtemps que ces dernières. Les politiques nationales et locales vont même gagner encore en importance et en pertinence. De nombreuses questions politiques de portée nationale ou locale ont un impact considérable sur l'économie mondiale. Il suffit de penser à l'échec de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha. Les principaux points d'achoppement ont été la politique agricole commune de l'Union européenne et les subventions agricoles des Etats-Unis. >



Mahbubani
Ministre de la
Coopération Pub
Singapo

Ce sont des questions essentiellement nationales, cruciales sur le plan électoral pour les gouvernements américain et européens. Pourtant, elles constituent d'importants obstacles au commerce international. La mondialisation ne peut pas neutraliser la politique nationale.

Quelles sont les perspectives d'un petit pays comme la Suisse dans un contexte de mondialisation croissante ?

Kishore Mahbubani : La Suisse a toujours su tirer parti de la mondialisation et je ne doute pas qu'elle continuera à le faire. Car la mondialisation offre aux entreprises implantées sur un petit marché national la chance d'accéder à des marchés internationaux résultant de l'abaissement des barrières commerciales, de la réduction des coûts de transport et de communication et des frais de transaction, ainsi que d'une plus grande disponibilité des informations, etc. Elle permet par ailleurs aux entreprises de réaliser des économies d'échelle et d'envergure impensables sur un marché national restreint. Prenez l'exemple de Nokia. La Finlande est encore moins peuplée que la Suisse. Néanmoins, Nokia a profité de la révolution des technologies de l'information pour combler une lacune fondamentale de l'industrie et devenir leader sur le marché des téléphones portables, totalisant aujourd'hui une part mondiale de 36%. Bien avant que le terme de « mondialisation » ne soit sur toutes les lèvres, la Suisse avait développé un secteur bancaire réputé grâce à des services spécialisés destinés aux marchés financiers internationaux. Je ne vois aucune raison pour que cette tendance change.

« Nous adaptons dès à présent nos activités aux grandes tendances que sont l'urbanisation et l'évolution démographique. » Hubert Keiber

Hubert Keiber : Nous réunissons toutes les conditions favorables à l'essor des hautes technologies : une grande stabilité politique et économique, un bon système éducatif et d'excellentes infrastructures. Si nous parvenons à rester novateurs, je n'ai aucune inquiétude. De ce point de vue, la Suisse présente d'excellentes perspectives dans les domaines des biotechnologies ou de la carte de santé. L'automatisation des chemins de fer est également un secteur dans lequel la Suisse occupe une position unique sur le plan international.

Doris Leuthard : Je me refuse à qualifier la Suisse de « petit pays ». C'est peut-être vrai d'un point de vue purement géographique. Mais sur le plan économique, la Suisse est une puissance mondiale moyenne, largement tournée vers l'exportation. Elle arrive même dans le peloton de tête en matière d'investissements à l'étranger. En fin de compte, le pays a bénéficié des effets de la mondialisation. Ses perspectives sont donc excellentes.

Ulrich Körner : La Suisse compte jusqu'à présent parmi les gagnants de la mondialisation parce qu'elle a ouvert son marché dans de nombreux secteurs et qu'elle offre un contexte économique favorable. Elle est sans conteste l'une des économies mondiales les plus tournées vers le marché international. Mais elle aurait tort de se reposer sur ses lauriers ; d'autres s'engouffrent déjà dans la brèche.

Quel poids des Etats comme la Suisse, extérieurs aux grands blocs commerciaux, peuvent-ils avoir dans la négociation des règles économiques internationales, tel le cycle de Doha ?

Ulrich Körner : Les petits Etats ont tout particulièrement intérêt au développement d'une réglementation multilatérale efficace des pratiques commerciales, qui place le droit au-dessus de la force. S'ils ne parviennent pas à former des coalitions avec des Etats ou groupes d'Etats défendant les mêmes intérêts, il leur est difficile de se faire entendre dans les négociations internationales. A l'inverse, le fait d'être un petit Etat indépendant peut représenter un atout. Mais il faut alors faire preuve de créativité et avoir le courage d'entreprendre des mutations structurelles à long terme.

« La croissance économique mondiale n'est pas un jeu à somme nulle. » Doris Leuthard

Doris Leuthard : Notre stratégie en matière de commerce extérieur donne la priorité aux accords multilatéraux. Nous pensons en effet que ces accords permettent aux entreprises suisses de bénéficier des mêmes chances d'accès au marché et de sécurité juridique que leurs concurrents étrangers. Les négociations multilatérales constituent la protection la plus efficace contre la loi du plus fort. Malheureusement, le cycle de Doha s'est conclu sur un échec. La Suisse s'applique à jouer le rôle de médiateur, avec un certain succès. Parallèlement, nous devons miser davantage sur les accords bilatéraux de libre-échange avec nos partenaires de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Là encore, notre pays conserve à mon sens toutes ses chances. Il ne faudrait pas oublier qu'il propose à la fois des débouchés intéressants, d'excellents produits compétitifs à l'échelle internationale et d'importants moyens d'investissement.

Hubert Keiber : La taille n'est pas un facteur décisif. La petite Suisse doit jouer ses atouts dans les secteurs où elle est traditionnellement forte. Je veux parler de l'industrie high-tech, mais aussi de nos banques et compagnies d'assurance, qui comptent parmi les meilleures au monde et dont les propositions trouvent naturellement un écho international.

Kishore Mahbubani : Un petit pays peut avoir de grandes idées, des idées qui changent le monde. Malte, un Etat beaucoup plus petit que la Suisse, est à l'origine des premières négociations dans le domaine du droit maritime. Et c'est en Suisse que sont nés le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Forum économique mondial, dont la portée est aujourd'hui mondiale.

Les richesses sont loin d'être bien partagées. La mondialisation ne contribue-t-elle pas à accentuer les inégalités ?

Kishore Mahbubani : Les chiffres prouvent le contraire. De 1980 à 1998, le pourcentage de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour, a reculé de 36% à 21%. L'évolution est la plus marquée en Inde et en Asie de l'Est. Ces régions comptent clairement parmi les bénéficiaires de la mondialisation car elles ont su saisir les chances qui s'offraient à elles. Bien qu'elle profite proportionnellement davantage aux riches, la croissance économique est l'instrument le plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Préférez-vous vivre dans un monde où régnerait la même pauvreté pour tous plutôt que dans un monde inégalitaire, mais dans lequel le niveau de vie réel s'améliore constamment ?

Doris Leuthard : La croissance économique mondiale n'est pas un jeu à somme nulle ; tout le monde s'enrichit. Mais les pays industria-

lisés doivent aussi accepter de laisser entrer sur leur marché des produits provenant de pays plus pauvres. Rapportée à la Suisse, l'affirmation selon laquelle les riches deviendraient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres est également infondée. Au cours des dernières années, ce sont justement les salaires les plus bas qui, proportionnellement, ont le plus augmenté. Notons enfin que la Suisse présente le pourcentage le plus élevé au monde de personnes intégrées sur le marché du travail.

Hubert Keiber: La mondialisation ouvre aussi des perspectives aux pays pauvres. Les grandes sociétés créent aujourd'hui des sites de production dans le monde entier. Toutefois, il faut admettre que les profits sont trop unilatéralement générés dans les pays industrialisés. Un meilleur équilibre en la matière serait donc souhaitable.

Ulrich Körner: C'est un reproche fréquent, dont la formulation provocatrice se révèle cependant trop simpliste. Dans chaque évolution, il y a des gagnants et des perdants. Mais il est avéré que la richesse globale est la plus élevée dans les pays qui ont ouvert leur marché et relevé le défi de la mondialisation. De ce point de vue, les pays moins riches ne souffrent pas d'une mondialisation excessive, mais insuffisante!

De plus en plus d'emplois sont délocalisés vers l'Est. Les pays occidentaux seront-ils bientôt à court de travail ?

Doris Leuthard: Au XIX^e siècle, l'industrie textile dominait en Suisse. Seules ont survécu quelques entreprises qui se sont spécialisées dans la fabrication de textiles de grande qualité. Le phénomène actuel est le même : les activités ne générant pas beaucoup de valeur s'expatrient. En contrepartie, de nouveaux emplois sont constamment créés dans des secteurs à forte valeur ajoutée, celui des services en particulier. Une économie dynamique se reconnaît au fait que des emplois disparaissent dans des secteurs peu productifs et d'autres naissent dans des secteurs qui le sont davantage. Au total, le nombre de postes créés ces dernières décennies a toujours été supérieur à celui des postes supprimés.

«La Suisse a toujours su tirer parti de la mondialisation.» Kishore Mahbubani

Kishore Mahbubani: Si les pays occidentaux continuent à innover pour demeurer à la pointe de la chaîne de valeur grâce à l'amélioration constante de leur productivité, ils figureront encore parmi les gagnants à l'avenir. Naturellement, des adaptations et des délocalisations seront nécessaires à court terme. Un grand nombre de personnes et d'emplois seront ainsi délocalisés avant que les données économiques globales n'évoluent de façon positive à long terme. Les gouvernements et les entreprises doivent tisser des réseaux de protection sociale afin d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation et d'empêcher une réaction politique contraire.

Ulrich Körner: Le Credit Suisse ouvre lui aussi de nouveaux centres à l'étranger, dont une partie des activités était auparavant exercée en Suisse. En tant qu'entreprise à vocation internationale, il nous paraît logique d'implanter certaines activités là où le niveau des salaires et le coût des postes de travail sont plus bas. Mais le nombre d'offres d'emploi augmente au niveau national également. Pourquoi ? Parce que nous investissons beaucoup dans la formation

d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et que la Suisse bénéficie des bons résultats de ses entreprises actives à l'échelle mondiale. Bien sûr, la concurrence internationale peut exercer une pression sur les salaires. Mais elle peut aussi produire l'effet inverse. Si l'on propose le bon produit au bon endroit et au bon moment – qu'il s'agisse de marchandises, de capital ou de force de travail –, on peut également en déterminer le prix. En s'opposant aux délocalisations par pur conservatisme, on nuit à long terme à sa propre économie.

Hubert Keiber: Si nous parvenons à jouer un rôle de précurseur dans le secteur des technologies, nous continuerons à enregistrer de bons résultats et à figurer parmi les leaders dans ce domaine, ce qui nous permettra de créer des emplois. Pour cela, il faut un esprit novateur et un contexte favorable à l'éclosion et à la réalisation de nouvelles idées.

L'économie mondiale est en perpétuelle mutation. Qu'en sera-t-il de la division internationale du travail dans vingt ans ?

Hubert Keiber: Nous adaptons dès à présent nos activités aux grandes tendances que sont l'urbanisation et l'évolution démographique. Pour simplifier : nous vivons de plus en plus vieux et les villes sont de plus en plus grandes et complexes. Ces tendances génèrent un nombre infini de besoins et de défis nouveaux, par exemple dans les domaines de la médecine, de l'énergie, des transports, de la sécurité et de l'environnement.

«La Suisse est sans conteste l'une des économies mondiales les plus tournées vers le marché international.» Ulrich Körner

Ulrich Körner: L'évolution démographique est préoccupante. Dans les pays développés, la population ne cesse de vieillir et la natalité de régresser, une évolution qui est plus ou moins rapide suivant les régions. Or le capital et la main-d'œuvre se concentrent là où les conditions sont les plus intéressantes. La concurrence pour la main-d'œuvre la mieux adaptée sera à l'avenir un facteur décisif. Si la Suisse veut demeurer parmi les gagnants de la mondialisation, elle doit investir dans l'éducation, savoir attirer les « hauts potentiels » du monde entier et conserver ainsi sa capacité d'innovation.

Doris Leuthard: Je ne suis pas prophète. Mais je suis sûre que la Suisse peut tirer son épingle du jeu dans la division internationale du travail à condition de bien former sa main-d'œuvre et de préparer celle-ci aux mutations à venir. Dans vingt ans, les actifs seront encore mieux formés qu'aujourd'hui. Ils auront une orientation internationale dès leur entrée sur le marché du travail. Et beaucoup pourront justifier d'une expérience professionnelle à l'étranger. Si la Suisse parvient à maintenir sa position en tant que pôle scientifique innovant, elle conservera également son attrait comme lieu de travail.

Kishore Mahbubani: Nous sommes effectivement dans une période de mutation perpétuelle. C'était facile à prévoir. Joseph Schumpeter nous enseigne que l'une des forces du capitalisme réside dans la « destruction créatrice » de ce qu'il a lui-même construit. Or toujours plus de personnes s'engagent dans des entreprises capitalistes ; on peut donc en déduire que la « destruction créatrice » augmente. A long terme, nous en tirerons tous un profit, comme nous l'enseigne également Adam Smith. <